

LE DEVOIR

VOL. CI N° 12

LES SAMEDI 23 ET DIMANCHE 24 JANVIER 2010

2,44\$ + TAXES = 2,75\$

La faille au jardin de plantains

«Pourquoi le philosophe ne se réjouirait-il pas de voir tout effacé d'un coup d'éponge? Alors les hommes repartiraient de zéro et joueraient le jeu avec de nouvelles règles. Qui sait si le gain ne serait pas plus grand que la perte?»
— George R. Stewart, *La Terre demeure*, 1949

JOËL DES ROSIERS
Écrivain, psychiatre

«Dieu nous hait!» La voix hors champ très vaste de la vieille femme interviewée sur CNN me révéla de ma torpueur. Elle avait sur le cœur de quoi offusquer le ciel. Le corps de sa fille sous les décombres, dont un bras hors de son havre de béton pouvait faire signe, devenait tour à tour une femme, un objet, une toile, une odeur.

C'est cette présence du corps en décomposition comme lieu de la transgression qui place la tragédie tropicale haïtienne au centre de l'imaginaire contemporain, dans son traitement vertigineux des débris humains et du culte de l'organique. Devant la télé allumée en permanence, j'avais la conviction que l'île natale était, pour autant que je puisse en juger, la seule à faire voler en éclats la fausse théâtralité du désastre naturel, à dynamiter les langages et les codes de représentation de la douleur publique et de la mort. La seule enfin pour laquelle il a fallu créer, par choix ou par nécessité, une terminologie inouïe

VOIR PAGE A 10: JARDIN

■ Autres lettres à lire en pages A 6 et A 7

Lettres à ma mère patrie

Retour de trois auteurs haïtiens, Dany Laferrière, Joël Des Rosiers et Anthony Phelps, sur le dramedu 12 janvier



Arbre sacré, de Harold St Jean, œuvre originale haïtienne en acrylique sur toile.

COURTOISIE HAÏTI COULEURS

62 % des Canadiens diraient oui à la peine de mort

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Les Canadiens se sont-ils laissés convaincre par Stephen Harper qu'il fallait être intraitable envers les criminels ou est-ce les conservateurs qui se font l'écho de la population? Une chose est certaine: les citoyens canadiens sont maintenant de plus en plus nombreux à croire qu'il faut imposer des peines minimales aux délinquants et privilégier la prison plutôt que la réhabilitation. De plus, 62 % des gens — et 69 % des Québécois — voudraient rétablir la peine de mort pour punir les meurtriers.

Un nouveau sondage effectué par la maison Angus Reid vient brosser un portrait un peu sur-

«Le gouvernement a réussi à faire peur aux Canadiens en exagérant les problèmes de sécurité dans les communautés», disent les libéraux

Selon le sondage mené en août 2009 auprès de 1000 répondants au Canada, autant aux États-Unis et 3054 en Grande-Bretagne, on découvre que 65 % des Canadiens croient que les peines minimales envoient un signal dissuasif aux criminels potentiels. Le pourcentage s'élève à 67 % aux États-Unis, et à 63 % en Grande-Bretagne. Quant à savoir si les longues peines de prison permettaient de dissuader les criminels, 62 % des Canadiens ont dit oui, contre 57 % des Américains et 74 % des Britanniques. Si 79 % des Canadiens croient que la réhabilitation des criminels est importante, ils ne sont pas moins de 70 % à penser que des peines sévères contribuent à prévenir le crime.

Le chiffre qui retiendra toutefois l'attention concerne la peine de mort. Au Canada, 62 % des répondants ont dit qu'ils la trouveraient moralement acceptable dans le cas de meurtre, et 31 %

VOIR PAGE A 10: CANADIENS



YVES RENAUD

CULTURE 30 ans d'opéra à Montréal

■ Cahier E

INDEX

04	04	Annances.....	B 8
04	04	Avis publics.....	B 6
04	04	Bourse.....	B 2
04	04	Carrières.....	B 5
04	04	Décès.....	B 8
04	04	Mots croisés.....	D 5
04	04	Météo.....	B 6
04	04	Sudoku.....	B 6

La laïcité est dans l'impasse

LISA-MARIE GERVAIS
GWENAËLLE REYT

De houleux débats sur le port du voile et d'éloquents exposés sur le cours d'éthique et de culture religieuse... On se serait cru en pleine séance de la commission Bouchard-Taylor hier au pavillon J.-A.-DeSève de l'UQAM. Organisé par la revue *À bâbord*, le colloque intitulé «Le Québec en quête de laïcité» n'aura pas su faire aboutir la réflexion, mais il aura néanmoins eu le mérite de «détablater» le controversé rapport Bouchard-Taylor pour remettre au goût du jour des questions incontournables demeurées irrésolues.

Ce colloque d'un jour, qui se déroulait dans une atmosphère tantôt bon enfant tantôt agitée, aura surtout permis à différents individus et regrou-



Guy Rocher

pements politiques — pourtant de la même mouvance de gauche — de proposer et de défendre chacun leur modèle de laïcité à adopter: celui d'une laïcité dite «ouverte» (nomenclature récusée par les tenants de

l'autre camp), qui reflète plutôt les idées du multiculturalisme mis de l'avant par le vaste chantier consultatif Bouchard-Taylor, et celui d'une laïcité qui emprunterait davantage aux idées républicaines et qui ne ferait aucun compromis sur la présence de signes religieux ostentatoires dans les institutions étatiques. «En organisant ce colloque, on voulait participer à la grande conversation démocratique sur des questions importantes. Et malgré nos positions similaires sur nos valeurs, on parvient à des réponses différentes sur la laïcité», a indiqué Normand Baillargeon, membre du collectif de rédaction de *À bâbord* et coorganisateur de l'événement.

Devant un auditoire en grande majorité formé de baby-boomers, les

VOIR PAGE A 10: LAÏCITÉ



LIVRES

Rentrée littéraire 2010

■ Cahier F

POURQUOI ALLER AILLEURS?

SOLDE ÉTIQUETTES ROUGES

DES CENTAINES DE PRODUITS ENCORE PLUS RÉDUITS!



DE 20% À 70%* SUR TOUT!

NOTRE SOLDE NE SE TERMINE PAS... NOS PRIX SONT TOUJOURS RÉDUITS, TOUTE L'ANNÉE!

- VÊTEMENTS TECHNIQUES
- VÊTEMENTS ISOLÉS
- VÊTEMENTS SKI DE FOND/ RAQUETTE/VÉLO
- RAQUETTES À NEIGE
- SACS À DOS ET DE COUCHAGE
- BOTTES ISOLÉES ET DE RANDONNÉE
- ETC.

Pleinair ENTREPÔT

MONTRÉAL : 1451, av. MONT-ROYAL Est 514-525-5309
BROSSARD : 6678, boul. TASCHEREAU 450-672-5217

HAÏTI DÉVASTÉ

Les premiers enfants sur le point d'arriver

Le gouvernement de Port-au-Prince a accepté en bloc les demandes pour 154 orphelins

GUILLAUME
BOURGAULT-CÔTÉ

Ottawa — Le gouvernement haïtien a donné son accord pour que 154 enfants adoptés puissent venir immédiatement au Canada, a annoncé hier le ministre de l'Immigration, Jason Kenney. De ce nombre, 86 devraient pouvoir arriver cette fin de semaine.

Selon ce qu'a indiqué M. Kenney lors d'un point de presse, des représentants du Canada ont présenté jeudi au gouvernement haïtien une liste de 154 noms d'enfants (dont 103 pour le Québec) ayant déjà franchi certaines étapes du processus d'adoption entre les deux pays. De ce nombre, 86 étaient à un stade avancé, alors que les 68 autres entamaient le processus.

Or Port-au-Prince a décidé d'accepter en bloc toutes les demandes. Cette décision permet donc d'accélérer radicalement le cheminement des dossiers, au point même d'en renverser le sens. «On travaille un peu à l'envers», a souligné le ministre. Habituellement, on s'assure d'abord de l'approbation du Canada, et ensuite de celle d'Haïti.

Pour les 68 enfants dont le dossier vient d'être propulsé, M. Kenney indique qu'il «reste un certain nombre d'étapes à franchir [avec les provinces d'accueil] pour faire en sorte que les intérêts des enfants soient protégés, mais [il est] convaincu que le travail nécessaire peut être réalisé rapidement». Une ligne spéciale a été mise sur pied au ministère (1 888 242-

2100) pour permettre aux parents d'obtenir les dernières informations.

Par ailleurs, M. Kenney estime tout à fait équitable la situation qui permet aux familles haïtiennes du Québec de parrainer leurs frères, leurs sœurs ou leurs neveux et nièces, alors que les Haïtiens établis ailleurs au Canada (environ 15 % de la diaspora) doivent s'en tenir à la stricte règle de la Loi canadienne sur l'immigration, qui réserve le processus de réunification familiale aux enfants, aux époux et aux grands-parents.

Jeudi, la ministre de l'Immigration du Québec, Yolande James, a annoncé que le gouvernement utilisera une clause exceptionnelle de l'accord Canada-Québec sur l'immigration signé en 1991 pour élargir la catégorie de personnes qui peuvent être parrainées. Cette clause donne à la ministre un «pouvoir exclusif de sélection» des immigrants que le Québec accueille.

Selon son homologue fédéral, «Québec a un rôle spécifique dans le cadre de l'entente», mais offrir le même avantage à tous à travers le Canada briserait la «cohérence» de la définition juridique de famille. Jeudi, M. Kenney avait illustré la crainte du gouvernement en invoquant la menace d'une invasion de cousins: si le Canada permet à ses résidents d'accueillir leurs cousins, et que ces cousins ont ensuite le droit d'accueillir leurs propres cousins, les capacités d'accueil du pays seront saturées, avait-il dit.



Le Devoir Mickenson, un petit orphelin, est assis dans la Maison de l'Espoir, à Port-au-Prince.

JACQUELINE PIETSCH AFP

Le sourire troublant d'orphelins en détresse

CAROLINE D'ASTOUS
Le Devoir en Haïti

Mes yeux se sont remplis d'eau à la vitesse de la lumière. Mon interprète me demandait si je voulais qu'il traduise mes questions. J'étais incapable de lui répondre. Par chance, mes verres fumés dissimulaient mon trop plein d'émotion. Pour la première fois depuis le séisme, j'ai dû mettre un pied à terre. Faire face à la limite. «Je suis désolée, Jean, je vais devoir sortir un moment», ai-je répondu.

Il n'y a rien de plus touchant que le sourire innocent de dizaines d'enfants qui viennent vous accueillir les bras grands ouverts. Ils courent en votre direction, la démarche maladroite. Ils sont tellement heureux de vous voir arriver qu'ils tombent et se bousculent pour

avoir la chance d'être le premier. Ils ne vous demandent rien. Pas d'argent. Ils ne vous posent aucune question. La seule chose qu'ils cherchent, c'est un peu de réconfort, de chaleur humaine.

Sur le terrain de l'orphelinat Solidarité fraternelle d'Haïti, dans le quartier près de l'aéroport, à Port-au-Prince, ils sont une quarantaine d'enfants de deux mois à quatorze ans, à jouer avec ce qu'ils trouvent. C'est-à-dire rien. Des bouchons de bouteilles, des petits morceaux de tissus, des morceaux de bois ont été trouvés par leurs petites mains innocentes. Quelques-uns ont la chance d'avoir une couverture pour s'installer sur l'herbe. D'autres ont des débris de jouets dans les mains. Malgré la misère évidente, le sourire innocent de ces enfants, qui ne comprennent pas la gravité de la situation, est encore là.

Par chance, le bâtiment de l'orphelinat ne s'est pas effon-

dré dans le séisme, mais des dizaines de fissures sont visibles à l'œil nu. «Il n'est pas question de faire entrer les enfants à l'intérieur. On les fait dormir dehors depuis le tremblement de terre. Encore aujourd'hui, on a ressenti des petites secousses. Imaginez si le bâtiment devait tomber!», explique Marie-Catherine Bayle, Française d'origine et responsable de l'orphelinat.

A cause de l'état du bâtiment, Marie-Catherine Bayle refuse d'accueillir de nouveaux enfants. Depuis le 12 janvier, des dizaines de familles sont venues cogner à la grande porte de fer verte pour donner des enfants. Une situation difficile à concevoir. «Ils viennent et déposent les enfants devant l'orphelinat. On ne sait pas quoi faire. Aujourd'hui, j'ai reçu du riz du Programme alimentaire mondial pour être capable de nourrir les enfants pour quinze jours», précise-t-elle, expliquant qu'elle doit faire des pieds et des mains pour obtenir un peu d'ar-

gent afin d'acheter de l'eau et de la nourriture.

«Ce que je souhaite, c'est qu'une commission gouvernementale se mette en place rapidement pour trouver un compromis afin de faciliter l'adoption internationale. Avec un juge de paix mandaté pour prendre des décisions», dit Mme Bayle.

«Il y a des dizaines d'enfants qui sont blessés et qui sont encore dans les hôpitaux et les centres de santé. Ça ne sera pas facile de savoir si les parents ont survécu», avance-t-elle.

A Montrouis, dans la commune de Saint-Marc, Charles Le Morzettec administre un orphelinat appelé Edem Garden Organization. Avant le tremblement de terre, il accueillait 50 enfants. «Je n'ai plus de place. Je n'ai plus d'argent. Je n'ai plus rien. Je passe mes journées depuis le tremblement de terre à chercher des maisons à louer en état pour héberger des enfants qui arrivent de Port-au-Prince. Aujourd'hui encore, j'ai reçu une

tante du quartier de Carrefour qui est venue porter trois enfants. Où voulez-vous que je les installe», dit-il, littéralement frustré par son incapacité à faire plus.

«Mes petits gamins, je veux bien les faire adopter. Mais je n'y arrive pas. Ma priorité, ce sont les enfants qui arrivent de Port-au-Prince. Ils ont les yeux traumatisés et ont besoin de soins», dit-il. Dans la journée, Charles Le Morzettec a été appelé par les secours de Port-au-Prince pour qu'il vienne d'urgence chercher une mère de 18 ans, accompagnée de ses deux jumeaux de 20 jours dans les bras. «Le garçon était en train de mourir. C'est terrible. C'est garanti qu'il serait mort déshydraté dans les heures qui suivent», confie-t-il.

Pour le moment, les enfants jouent ensemble. Ils se tiraillent et se donnent des bisous fraternels. Ils partagent tout, c'est-à-dire peu de choses. Et demain?

Collaboration spéciale

EN BREF

Absent

Le Québec sera exclu de la table où se prendront les décisions sur la reconstruction d'Haïti, à la conférence internationale qui se tiendra à Montréal, lundi. Seul un fonctionnaire du ministère des Relations internationales a été autorisé par Ottawa à assister aux pourparlers qui auront lieu entre les ministres des Affaires étrangères d'une douzaine de pays. Compte tenu des liens privilégiés qui unissent le Québec et Haïti, Jean Charest avait indiqué à Lawrence Cannon que le Québec devait participer d'une façon ou d'une autre à cette rencontre. Même s'il n'assiste pas à la conférence, le premier ministre Charest s'entretiendra avec le premier ministre Belleville en privé, lors de son passage à Montréal.

Coordination

Le chef de la diplomatie canadienne, Lawrence Cannon, s'est entretenu par téléphone vendredi avec son homologue américaine, Hillary Clinton, afin de préparer la réunion internationale sur Haïti qui doit se tenir lundi à Montréal. Cette conversation «était importante parce qu'il est absolument essentiel de coordonner nos efforts pour achever rapidement et efficacement l'aide dont les Haïtiens ont besoin», a dit M. Cannon. Le ministre canadien devait se rendre à Washington pour rencontrer la secrétaire d'Etat, mais a dû y renoncer à cause de problèmes d'avion, son vol commercial ayant été annulé.

Bilan

Le bilan des morts du séisme qui a frappé Haïti le 12 janvier s'élève maintenant à 111 449 morts, selon des chiffres communiqués hier par les autorités à Port-au-Prince. Le précédent bilan faisait état de 75 000 morts.

En outre, la catastrophe a fait 190 000 blessés et 55 000 familles sont sinistrées. Le gouvernement a estimé vendredi à 11 000 le nombre d'habitations détruites et près de 610 000 personnes ont été hébergées dans quelque 500 camps installés dans des endroits de fortune.

Canadiens

Le gouvernement du Canada a confirmé hier après-midi que 17 Canadiens avaient péri dans le tremblement de terre qui a fait, selon les estimations, 200 000 victimes. Le ministère des Affaires étrangères signale que 283 Canadiens n'ont pas encore été retrouvés. Quant au nombre de Canadiens évacués d'Haïti, il n'a pas bougé depuis 24 heures: 1765. Hier matin, le premier ministre Stephen Harper a eu quelques mots pour Haïti alors qu'il réunissait son caucus pour célébrer les quatre ans au pouvoir de son parti. Il a promis que le Canada n'abandonnera pas ses voisins haïtiens et qu'il les aidera à «retrouver le chemin de l'espoir». Même avant le séisme du 12 janvier, seul l'Afghanistan avançait Haïti au chapitre de l'aide canadienne reçue. En 2006, le Canada avait promis 555 millions en cinq ans pour combattre la pauvreté et stimuler le développement en Haïti. Le Canada a injecté une somme supplémentaire de 135 millions aux opérations de secours, tandis que l'aide des citoyens canadiens se chiffre à quelque 40 millions.

Dons

Québec annonce que les dons qui seront faits pour venir en aide à Haïti jusqu'au 28 février prochain seront déductibles d'impôt pour l'année 2009. Le ministre des Finances, Raymond Bachand, en a fait l'annonce hier à Montréal en compagnie du chanteur Luck Mervil. Les deux hommes ont dit espérer que cela donne un souffle additionnel à la campagne de financement. Bien qu'il soit incapable de mesurer l'impact de cette mesure, le ministre Bachand a dit croire qu'elle pourrait inciter certaines personnes à donner davantage devant la possibilité d'une déduction dès ce printemps.

- D'après La Presse canadienne

JUSQU'À DEMAIN, LE 24 JANVIER 2010

RABAIS DE 2,00\$

11,90\$

TREVINI PRIMO

Merlot/primitivo, tarantino I.g.t.
Italie, vin rouge, 750 ml
Code SAQ: 00643106
Prix courant: 13,90\$

FRUITÉ ET GÉNÉREUX

RABAIS DE 1,35\$

9,45\$

FUZION ALTA RESERVA

Malbec/tempranillo, mendoza
Argentine, vin rouge, 750 ml
Code SAQ: 10967611
Prix courant: 10,80\$

AROMATIQUE ET SOUPLE

GRANDS PLAISIRS À PETITS PRIX

DÉCOUVREZ PLUS DE PETITS PRIX EN SUCCURSALE

PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS

La modération a bien meilleur goût. Educ'Alcool.

18+ Titulaires de permis et agences de la SAQ acceptés. Prix en vigueur du 14 au 24 janvier 2010 sur les produits sélectionnés seulement. 18 ans et plus. Aucune mise de côté n'est acceptée. Quantités limitées. Jusqu'à épuisement des stocks. Consultez SAQ.COM pour plus de détails sur la promotion offerte en ligne. SAQ Dépôt, comptoirs Vin en vrac et SAQ Signature exclus. Toutes taxes comprises. Prix molitables sans préavis. Les produits annoncés ne sont pas offerts dans toutes les succursales. Service à la clientèle de la SAQ: 514 254-2020 ou 1 866 873-2020.

HAÏTI DÉVASTÉ

Pour faire un don ■ La Croix-Rouge canadienne: ☎ 1 800 418-1111 ou en ligne au www.croixrouge.ca ■ Centre d'étude et de coopération internationale (CECI - Campagne Urgence-Haïti): ☎ 514 875-9911 ou 1 877 875-2324. Don en ligne: www.ceci.ca ■ La Coalition humanitaire (CARE Canada, Oxfam Canada, Oxfam-Québec et l'Aide à l'enfance Canada): ☎ 1 800 464-9154 ou en ligne au www.lacoalitionhumanitaire.ca ■ Développement et Paix (Urgence Haïti): ☎ 1 888 664-3387 ou en ligne au www.dev.org ■ L'œuvre Léger (Secours Haïti): ☎ 514 495-2409 ou 1 877 288-7383. En ligne au www.leger.org ■ Médecins du monde Canada: ☎ 1 877 896-8998 ou au www.medecinsdumonde.ca ■ Médecins sans frontières Canada: ☎ 1 800 982-7903, www.msf.ca ■ Vision Mondiale: ☎ 1 800 817-7790. Don en ligne: www.visionmondiale.ca



JEWEL SAMAD AFP

L'aide a beau enfin se rendre jusqu'aux sinistrés, nombreux sont les Haïtiens qui quittent Port-au-Prince, certains profitant des autobus gratuits mis à leur disposition, d'autres, comme cette famille, s'en vont à pied.

Hors de Port-au-Prince, le salut!

De nombreux sinistrés désertent la capitale, même si l'aide humanitaire leur parvient enfin

Le transport s'améliore et la distribution de l'aide aussi: il y a ceux qui en profitent pour fuir l'inférieure capitale et ceux qui patientent pour une ration de nourriture, enfin arrivée dans plusieurs camps de fortune érigés dans Port-au-Prince.

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

L'ouverture partielle du port et l'amélioration des transports, jeudi, ont commencé à soulager la faim et la soif des survivants: hier matin, dès 6h, place du Champ de Mars, des milliers de personnes ont attendu dans le calme les premières rations de nourriture à leur parvenir au centre de la capitale. Si plusieurs bénissaient les premières gorgées d'eau potable avalées depuis dix jours, d'autres sont repartis bredouilles.

En deux heures, l'ONU avait épuisé la nourriture. L'eau, en quatre. Les nombreux malchanceux repartent sans savoir quand viendra le prochain convoi. «Il y a trop de monde et on fait de notre mieux», dit le lieutenant-colonel Sergio Tratz, sur place. La colère prend le pas sur le désespoir. «C'est bien, mais on ne peut pas vivre avec de l'eau», dit une enseignante réfugiée place du Champ de Mars, où la situation s'est un peu améliorée. Les immondices ont été balayées, l'odeur est moins insupportable.

Mais les vraies tentes devront remplacer les campements temporaires pour éviter l'exode qui a commencé à se mettre en place. Selon l'AFP, la moitié des 40 000 tentes prévues pour Port-au-Prince s'élevait hier. La ville compterait à elle seule un demi-million de sans-abri.

Fuyant l'insalubrité et la menace de nouvelles secousses — deux encore, hier — un flux incessant d'Haïtiens tente de quitter Port-au-Prince en bus, et même à pied. Deux cent mille personnes auraient déjà choisi l'exode vers les campagnes ou même la République dominicaine voisine, selon l'Agence américaine pour le développement international. L'Institut géologique américain estime à une sur quatre la possibilité qu'une secousse d'intensité 6 réplique à celle du 12 janvier dans les 30 prochains jours. Les secousses d'intensité 5 sont pratiquement inévitables.

Des dizaines d'Haïtiens espéraient une place dans un des 34 autobus gratuits promis par le gouvernement pour quitter la capitale. «Il n'y a rien à faire là où je vais, mais au moins je pourrai manger», dit sur place Ronald Jean Frite. Dans la capitale, il n'y a plus rien. Autour de lui, plusieurs expriment leur colère après avoir été refoulés aux portes des autobus gratuits, bondés. Des navettes payantes offrent leurs services, mais rares sont ceux qui peuvent se les payer.

Transports améliorés, mais difficiles

L'aide se détourne de plus en plus de la recherche de survivants — malgré la découverte d'une rescapée de 84 ans hier

— et commence l'installation de campements, qui prendra plusieurs semaines, a prévenu l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Mais encore, les routes endommagées ralentissent l'arrivée de l'aide internationale au cœur du problème. Les Nations unies ont indiqué vendredi que 691 «blocages» entravaient les routes et les ponts entre Port-au-Prince et Carrefour, à dix kilomètres de là. Au moins 224 routes sont coupées, a dit la porte-parole des Nations unies Elisabeth Byrs lors d'un point de presse hier. «Les difficultés résident dans les obstacles physiques bien plus que dans la coordination», estime Emilia Casella, du Programme alimentaire mondial, qui a commencé à distribuer du riz, des haricots, de l'huile et du sel là où les gens disposent de chaudrons et de fourneaux. Ses entrepôts ont toutefois été secoués par une forte réplique mercredi.

L'ONU se défend

Les délais attirent de nombreuses critiques à l'aide internationale, mais «personne n'a failli à sa mission», a dit la porte-parole Elisabeth Byrs, qui reconnaît que l'aide est arrivée trop tard pour un nombre considérable de victimes. «Je peux vous assurer que toute la communauté humanitaire est

profondément blessée par les critiques, car personne n'a failli et ils se battent vraiment tous en travaillant contre la mort». Le séisme a mobilisé davantage d'équipes de sauveteurs que le tsunami de 2004 en Asie.

Après quelques cafoillages, les États-Unis et les Nations unies ont signé un accord plaçant la coordination des secours sous la responsabilité de l'ONU. Le texte précise que le gouvernement est le premier responsable de l'organisation, de la sécurité et de la reconstruction.

La revue médicale *The Lancet* en a rajouté, dénonçant hier la compétition entre les organisations et les États pour apporter de l'aide aux sinistrés. «Les grandes agences et les organisations humanitaires ont souvent l'esprit de compétition... La couverture médiatique en tant que fin en soi est trop souvent leur objectif. Le marketing a trop d'importance...», écrit la rédaction dans son éditorial, non signé. Des centaines de personnes sans eau potable et sans nourriture vivent dans des dépotoirs? C'était la situation d'avant le séisme. [...] Il est scandaleux qu'il faille [une catastrophe] pour qu'Haïti gagne une place sous les projecteurs du monde.»

Le Devoir
Avec l'Agence France-
Presse et l'Associated Press

De l'aide, pas la charité

Conseils venus de Paris en prévision de la conférence de Montréal

CHRISTIAN RIOUX

Paris — «Il faut savoir raison garder et faire la différence entre l'aide et la charité. La charité, ça consiste à laver sa conscience. Haïti n'a pas besoin de charité, mais d'aide.» Voilà ce qui devrait inspirer les pays donateurs qui se réuniront lundi prochain à Montréal, a déclaré Jean-Marie Théodat. Ce géographe de la Sorbonne participait hier, à Paris, à une table ronde destinée à préparer la rencontre de Montréal et à lancer la réflexion sur la façon de reconstruire la capitale haïtienne.

Selon Théodat, il faut cesser de faire des déclarations catastrophistes qui laissent penser qu'Haïti est «aux portes de l'enfer». Au contraire, dit-il, «La bonne nouvelle, c'est qu'aujourd'hui Haïti donne la leçon du contraire. Il y a bien quelques malandrins. Mais les Haïtiens ont fait preuve d'un extraordinaire sens social. Partout, les voisins s'entraident et la population est solidaire.» L'universitaire qui enseigne à Paris et à Port-au-Prince affirme que le slogan de l'heure devrait être: «Still we stand!» (Nous sommes toujours debout!)

Selon lui, si l'aide internationale sait s'appuyer sur ces forces, elle sera fructueuse. Il ne s'inquiète pas de la prépondérance de l'aide américaine. «C'est le contraire qui aurait été scandaleux.» Selon le géographe, il faut absolument tenir compte du fait que ce n'est pas Haïti au complet qui s'est effondré, mais Port-au-Prince. D'ailleurs, dit-il, les statistiques qui font d'Haïti un des pays les plus pauvres du monde ne reflètent qu'une partie de la réalité. «Car l'essentiel de l'économie haïtienne est informel. Cette économie n'est pas comptabilisée. Mais elle existe. Haïti n'est pas le pays arriéré qu'on imagine. Nous ne sommes pas les Bédiens que l'on croit.»

Pour le juriste Éric Sauray, les signes les plus inquiétants ne viennent pas de la popula-

tion, mais de l'inertie de l'État haïtien. «Ce n'est pas seulement un effondrement des lieux, mais aussi celui des hommes qui représentent le pouvoir.» La désorganisation de l'État a d'ailleurs frisé la catastrophe, dit-il. «Si le président René Prével était mort dans l'effondrement du palais présidentiel, il n'aurait pas eu de successeur.» Selon la Constitution, dans ce genre de situation, c'est le président de la Cour de cassation qui prend la succession. Or Prével n'a jamais nommé personne à ce poste.

«S'il ne veut pas être dépassé, l'État haïtien doit faire un signe et montrer qu'il est là», dit Sauray. L'aide ne peut pas s'appuyer seulement sur le gouvernement. Il faut penser à une forme d'union nationale rassemblant l'opposition et les forces vives du pays.» Le sociologue Laënnec Hurbon était sur place au moment du tremblement de terre. Il a senti la désolation de la population lorsqu'elle a découvert qu'aucun service public ne fonctionnait, même pas les pompiers. «Il faut absolument qu'il y ait un représentant national face à l'aide américaine et internationale», dit-il.

Selon de nombreux intervenants, il faudra aussi organiser l'aide qui peut venir de l'importante diaspora haïtienne. «Le pays a besoin de ses enfants. Il a besoin de toutes les forces vives qui sont à l'extérieur d'Haïti», dit le démographe André Bogentson. Haïti pourrait notamment s'inspirer des programmes d'aide au retour des expatriés mis en œuvre en Afghanistan. La Francophonie aussi aura un rôle à jouer. «Nous avons besoin que les francophones se manifestent et qu'ils fassent montre d'une solidarité qui va au-delà de la langue», dit Jean-Marie Théodat.

Reste un grand absent. «C'est l'élite économique du pays qui ne réapparaîtra que pour signer des contrats avec les Américains», déplore Éric Sauray.

Correspondant du Devoir à Paris

Spécialiste sur place en restauration de tableau

Nettoyage
Consolidation
Retouches
Déchirures

MONSIEUR
FIX
DEPUIS 1953

Nous restaurons tout...
sauvons les cœurs brisés!

514 484-8332 www.themrfixit.com
4652, boul. Décarie, Montréal

Les Soirées Relations La justice sociale au cœur de nos débats

Célébrons la beauté du monde

Dans la foulée du dossier «La beauté du monde» (*Relations*, n° 738, février) vous êtes conviés à une soirée artistique en compagnie de José Acquelin, Hélène Monette, Élise Turcotte (poètes), Jocelyn Bérubé (conteur), Marc Chabot, Claude Vaillancourt (écrivains), Philippe Ducros (dramaturge), Bernard Émond (cinéaste), Marie-Claude Rodrigue (chorégraphe), Alejandro Venegas (musicien et chanteur) et Klervi Thienpont qui lira des poèmes de Ying Chen, Hélène Dorion et Pascale Quiviger, avec Gabriel Côté au violon et Dominique Lupien au piano. En solidarité avec Haïti, Sara Rénélik chantera pour nous.

Le lundi 25 janvier à 19 h
Maison Bellarmine, 25, rue Jarry Ouest, Montréal

Contribution suggérée: 10 \$

Renseignements: Christiane Le Guen, 514-387-2541, poste 234 / <clguen@cjf.qc.ca>

Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi www.cjf.qc.ca

DU 3 AU 24 JANVIER 2010

S
O
L
D
E

JUSQU'À
50%
RABAIS
sur marchandises sélectionnées

Fontaine
Meubles Décor

www.meublesfontaine.com

9780, Sherbrooke Est, Montréal | 514 352-3913

ACTUALITÉS

La FTQ veut plus d'outils de lutte contre le travail au noir

La FTQ-Construction, qui représente le plus grand nombre de travailleurs de la construction au Québec, dit souhaiter la mise en place de mesures rigoureuses pour contrer le travail au noir, qu'elle qualifie carrément de vol de salaire.

Dans un communiqué, son directeur général, Richard Goyette, rappelle qu'il avait déjà demandé de telles mesures lors de son passage en commission parlementaire à Québec, en décembre dernier.

Ce rappel de la prise de position de la FTQ-Construction survient alors que la Société Radio-Canada vient de diffuser une série de reportages sur le travail au noir dans l'industrie

de la construction, notamment sur le système des fausses factures entre sous-traitants et entrepreneurs.

La FTQ-Construction affirme que le travail au noir est non seulement un vol de salaire, mais un vol de contributions sociales, puisque ceux qui le pratiquent ne paient pas leurs impôts, leurs cotisations à l'assurance-emploi, à la CSST, à la Régie des rentes, par exemple.

M. Goyette demande que des ressources supplémentaires soient allouées afin que le nombre d'enquêteurs soit accru dans ce secteur.

La FTQ-Construction représente environ 70 000 travailleurs.

La Presse canadienne

Sheila Fraser est inquiète de ce qu'elle a vu en Afghanistan

Kandahar, Afghanistan — La vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, a terminé hier un voyage de cinq jours en Afghanistan afin de mieux comprendre ce qui s'y passait, tant sur le plan militaire que du développement. Elle en est sortie à la fois impressionnée et inquiète.

Dans une entrevue donnée à l'aéroport de Kandahar, Mme Fraser a déclaré que la population du Canada ne saisisait pas l'ampleur de la mission canadienne là-bas, qui aura coûté environ 18 milliards lors du retrait des troupes l'an prochain. « Cette mission comporte un très grand volet consacré au développement et je ne pense pas que les Canadiens comprennent à quel point il est important », a-t-elle indiqué.

Sheila Fraser a visité plusieurs bases canadiennes et survolé le barrage de Dahla, un projet de 50 millions mené par le Canada, mais dont la réalisation a été souvent retardée par des problèmes de sécurité. C'est le sort des projets comme celui-là, ainsi que celui de la formation de l'armée et de la police afghanes, qui inquiète la vérificatrice dans la perspective du retrait des troupes canadiennes en 2011.

« Qui prendra les responsabilités présentement assumées par les militaires canadiens, a-t-elle demandé. Est-ce que ces projets pourront continuer? C'est une question qui mérite d'être explorée une fois de retour à la maison. »

La Presse canadienne

Fermeture de la raffinerie Shell

Layton accuse Harper de financer l'exode des emplois

La fermeture prochaine de la raffinerie Shell ne titille pas beaucoup les élites politiques et économiques de Montréal. Pourtant, c'est 240 millions par année qui risquent de disparaître du bilan économique de la métropole, soit beaucoup plus que les 75 millions liés au retour de la F1, dont la disparition était perçue comme une catastrophe!

LOUIS-GILLES FRANCŒUR

La fermeture annoncée de la raffinerie Shell dans l'est de Montréal au profit d'un centre de distribution de pétrole importé est un maillon de plus de la stratégie énergétique du gouvernement Harper qui stimule les multinationales et pays étrangers à siphonner les emplois et le pétrole du Canada pour nous le revendre une fois traité chez eux.

C'est ce qu'a affirmé hier le chef du NPD, Jack Layton, de passage au local syndical des employés de Shell. Il appuie d'ailleurs leurs efforts pour relancer cette énorme entreprise afin, dit-il, qu'elle continue de contribuer à l'indépendance énergétique du Québec et du Canada grâce à ses installations et un marché rentables.

Le 1^{er} janvier dernier, ajoute le chef du NPD, le gouvernement Harper a consenti une nouvelle réduction d'impôts aux pétrolières, ce qui leur fournit des dizaines, voire des centaines de millions pour financer la construction de nouveaux pipelines « par lesquels s'enfuient notre pétrole brut et

nos emplois » à l'étranger, dit-il.

Quatre grands projets sont présentement approuvés ou sont en phase de l'être. Le projet Keystone, d'une valeur de 664 millions, enverra 590 000 barils par jour de l'Alberta à l'Illinois. Le projet Alberta Clipper de la société Enbridge s'étendra de son côté sur 1600 km et transportera jusqu'à 800 000 barils par jour jusqu'à Superior dans le Wisconsin.

Quant au projet Southern Lights, de la société Enbridge, il va transporter 180 000 barils par jour de brut des sables bitumineux avec un pipeline de 50 centimètres vers les raffineries du Midwest étatsunien. Un quatrième projet d'Enbridge prévoit d'inverser le cours du pipeline qui approvisionne Sarnia en Ontario à partir

de Portland dans le Maine en passant par Montréal. Ainsi, le pétrole de l'Ouest pourra atteindre la Nouvelle-Angleterre et les raffineries de Montréal, qui pourraient, selon le syndicat de Shell, perdre leur marché au profit des raffineurs de l'est des États-Unis.

Et un cinquième projet, pour l'instant sur la planche à dessin, prévoit faire franchir les Rocheuses au pétrole des



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

sables bitumineux jusqu'à Kitimat en Colombie-Britannique au profit du marché chinois.

Et, ajoute Thomas Mulcair, le lieutenant québécois de Jack Layton, 34 autres projets de pipelines sont en instance d'approbation ou en construction entre les deux pays.

Or, rappelle Tom Mulcair, la clause de proportionnalité de l'ALENA « fait en sorte qu'on creuse la tombe de notre autonomie énergétique chaque fois qu'on augmente nos livraisons aux Américains » puisqu'il faudra en cas de crise leur assurer une proportion fixe des livraisons antérieures.

Pour le président des travailleurs syndiqués (FTQ) de la raffinerie, Jean-Claude Rocheleau, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, qui a inventé le concept de grappes industrielles, ne semble pas accorder une grande importance à la sauvegar-

de de cette raffinerie, qui traite chaque jour 132 000 barils et dont dépendent plusieurs entreprises des secteurs du plastique, de la pharmacologie, de l'aviation, etc. Il craint aussi que la fermeture de Shell n'ouvre la porte à celle de Petro-Canada, qui partage avec Shell les coûts de la désulfuration des essences et du pipeline de Portland.

Le syndicat veut intéresser d'autres investisseurs, notamment Power Corporation et Total. Il propose aussi de « réveiller » le projet de société d'État Pétrobec, qui avait été soulevé dans les années 1980 quand quatre raffineries de l'est ont fermé leurs portes. Cela, dit-il, permettrait d'augmenter sensiblement la sécurité énergétique du Québec, jugée prioritaire par Québec dans le débat sur Rabaska.

Le Devoir

PRÉUNIVERSITAIRE



Saviez-vous que...

L'école de musique Vincent-d'Indy permet de devenir interprète, enseignant ou compositeur? Bien entendu! Mais grâce au double DEC, les élèves de Vincent-d'Indy peuvent AUSSI se diriger vers l'écologie, les mathématiques, les sciences sociales, la médecine... Comme dirait Beethoven « Une portée a cinq lignes, mais les notes sont illimitées! »

Les programmes jumelés (200.11, 300.11 et 500.11) sont offerts en partenariat avec le Collège Jean-de-Brébeuf.



ÉCOLE DE MUSIQUE
Vincent-d'Indy

628, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: 514-735-5261
Télécopieur: 514-735-5266
Courriel: admission@emvi.qc.ca
www.emvi.qc.ca



ÉDOUARD
MONTPETIT

Harcèlement téléphonique

Condamnée aux petites créances, Bell est ensuite blanchie en Cour supérieure

FABIEN DEGLISE

Dans un geste juridiquement rare, la Cour supérieure du Québec vient de casser un jugement de la Cour des petites créances qui, l'an dernier, a condamné Bell Canada à indemniser un consommateur harcelé à tort au téléphone pendant des semaines pour un compte impayé auquel il n'était aucunement lié.

Ce rebondissement a été vertement décrié par la victime. Daniel Crevier — c'est son nom — qualifie la chose de mesure « qui légitime une tactique répandue des agences de recouvrement consistant à importuner par téléphone les parents et amis de débiteurs afin d'inciter ces derniers à faire leurs paiements ».

Au terme d'une révision judiciaire, la juge Hélène Poulin estime toutefois que la Cour des

petites créances a « excédé ses compétences » en lui accordant 999,99 \$ en dommages et intérêts punitifs pour harcèlement téléphonique. La procédure est exceptionnelle, les décisions de ce tribunal étant finales et sans appel. S'estimant injustement condamnée, Bell a déposé une demande d'évocation pour faire casser le jugement rendu il y a un an par la Cour du Québec.

A cette époque, la Division des petites créances avait condamné Bell Canada et reconnu que les appels automatiques adressés à M. Crevier par une firme de recouvrement mandatée par le géant de la téléphonie représentaient une atteinte à sa vie privée. Le tribunal avait aussi établi que cette pratique contrevient aux dispositions de la Loi sur le recouvrement de certaines créances, le plaignant ayant été faussement ciblé par

Bell comme proche d'une personne qui avait omis de régler ses factures.

Or une agence de recouvrement ne peut pas réclamer le montant d'une dette « à une autre personne que le débiteur ou sa caution » et ne peut pas non plus « communiquer [avec l'entourage du mauvais payeur], sauf une seule fois pour obtenir l'adresse et le numéro de téléphone » de la personne endettée, stipule la loi.

Mis au parfum par *Le Devoir* de cette cassation, Option consommateurs a déploré ce recours par Bell à une procédure exceptionnelle. Elle estime toutefois que les petites créances sont peut-être allées un peu loin dans le jugement rendu l'an dernier en faveur de M. Crevier. « Les plaintes que nous recevons confirment qu'il y a un mauvais service à la clien-

tèle chez Bell Canada, a indiqué au *Devoir* l'avocate de l'organisme consumériste, Elise Thériault. On sait aussi que les agences de recouvrement ne sont pas réputées pour être gentilles, mais de là à présumer que le harcèlement dont a été victime M. Crevier relève de la mauvaise foi, il y a une marche », que la Cour supérieure a décidé de ne pas graver.

Tout en évaluant la possibilité de revenir à la charge, M. Crevier, un ingénieur en informatique de la Rive-Sud, s'est dit attristé cette semaine par cette décision. Il invite du coup les personnes qui, comme lui, auraient reçu un traitement similaire de la part de Bell et de son agence de recouvrement à se manifester, afin d'enrayer une pratique qu'il croit fortement répandue.

Le Devoir

Escapades
HIVERNALES

Fairmont
LE CHÂTEAU FRONTENAC
QUÉBEC

Où l'hiver est à son meilleur.

Choisissez parmi une gamme de forfaits pour tous les goûts et découvrez les joies de l'hiver.

ESCAPADE HIVERNALE
à partir de 149 \$* par nuitée, en occupation double.
Une surprise du Chef en prime!

RÉSERVATIONS
1 877 692 3861 ou www.fairmont.com

Les tarifs sont basés sur une chambre Fairmont, Validité du dim. au ven. jusqu'au 30 avril 2010, selon disponibilité. Taxes en sus.

POUR ANNONCER DANS CE REGROUPEMENT, COMMUNIQUEZ AVEC JEAN DE BILLY AU 514 985-3456 OU JDEBILLY@LEDEVOIR.COM

Sophie
DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne
ADULTES • COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514 • 861 • 0630
VIEUX-MONTRÉAL

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

ACTUALITÉS

Financement des partis politiques fédéraux

La démocratie pourrait souffrir d'une réforme incomplète

Un ancien conseiller de Harper met en garde son ancien patron

La fin des subventions aux partis politiques fédéraux, tel que le souhaite Stephen Harper, aurait des conséquences importantes sur la santé financière des partis, conclut une étude universitaire préparée par le professeur Tom Flanagan, un ancien conseiller de M. Harper. Il faut faire bien attention de ne pas plonger les partis dans la précarité, dit-il.

ALEC CASTONGUAY

Si le gouvernement Harper décide de couper les subventions aux partis politiques, comme il l'a proposé dans le passé, il devra compenser la perte de revenus des partis par une modification à la Loi électorale du Canada, qui régit le financement des formations politiques. Il faudrait notamment permettre aux individus de donner de plus gros montants aux partis et permettre aux entreprises de contribuer, conclut une nouvelle étude menée par The School of Public Policy, de l'Université de Calgary.

L'un des deux auteurs est le professeur Tom Flanagan, un ancien conseiller de Stephen Harper. C'est la première recherche qui étudie les conséquences de l'élimination des subventions aux partis politiques.

À l'automne 2008, le gouvernement Harper avait annoncé son intention d'éliminer le montant de 1,95 \$ par vote que les partis politiques reçoivent après chaque élection. Une somme qui représente actuellement 27 millions de dollars par année, divisée entre les partis. Devant le tollé des partis d'opposition et la formation d'une coalition pour torpiller le gouvernement Harper, ce dernier avait reculé et promis d'en faire

une promesse électorale lors du prochain scrutin.

Tom Flanagan et son étudiant, David Coletto, se sont penchés sur le sujet. Ils précisent toutefois que leur analyse se veut objective. «*Nous ne prenons pas position sur ce sujet très délicat*», a dit M. Flanagan au *Devoir*.

Premier constat: la Loi électorale du Canada, dans sa forme actuelle, est trop restrictive pour permettre de compenser la fin des subventions, même avec des systèmes de collecte de fonds performants dans les partis politiques. Depuis la dernière réforme du gouvernement Harper, en 2007, les dons des individus sont limités à 1000 \$ par année et les entreprises ne peuvent plus verser de l'argent.

«*Les 27 millions versés aux partis ne pourront jamais être compensés par du financement populaire, peu importe la stratégie des partis. Il faudrait donc permettre aux gens et peut-être aux entreprises de contribuer davantage*», dit Tom Flanagan.

Leur simulation montre qu'une contribution des entreprises et des individus à 5000 \$ par année permettrait aux partis de toucher sept millions de dollars. On est donc encore loin des 27 millions actuels en subventions.

Couper dans le gras?

Le professeur de sciences po-



ARCHIVES REUTERS

litiques affirme que les subventions permettent aux partis politiques de toucher 50 % plus de revenus par année que dans l'ancien système (avant 2003), lorsque l'État ne versait aucuns fonds et que les entreprises et les individus n'avaient aucune limite de contribution.

«*Ils peuvent certainement perdre une partie des 27 millions sans souffrir, puisqu'ils n'avaient pas autant d'argent avant et pouvaient quand même faire des campagnes électorales*», dit Tom Flanagan. Par contre, en perdant une partie de cette somme publique, les partis devront cesser certaines dépenses, notamment les campagnes de publicité entre les élections et le maintien permanent des bunkers électoraux. «*En diminuant les subventions publiques, ça va nuire aux organisations. Mais pas au point de les mettre en danger si on réforme en même temps la Loi électorale avec intelligence. Le parti le plus durement touché*

serait le Parti vert du Canada, qui devrait se passer d'une structure professionnelle.»

Stephen Harper n'a toutefois jamais dit vouloir réformer la Loi électorale en même temps, d'où l'inquiétude des autres partis, plus dépendants des subventions que le Parti conservateur.

Tom Flanagan déconseille au Parti conservateur d'aller de l'avant unilatéralement. «*Une question aussi délicate que le financement des partis politiques devrait faire consensus entre les partis. Mais à cinq partis, ça peut être difficile*», dit M. Flanagan.

Le Devoir

Droits et démocratie

Ottawa avait été prévenu des problèmes

ALEC CASTONGUAY

cette impasse», peut-on lire.

Le gouvernement Harper a été prévenu dès le mois d'octobre de la crise qui couvait à l'organisme Droits et Démocratie. Dans une lettre envoyée au ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, le 23 octobre 2009, des membres du conseil d'administration affirment que le conseil est «*dysfonctionnel*».

On demande alors au gouvernement de nommer un nouveau président du conseil d'administration pour remplacer Aurel Braun, qui a perdu la confiance de plusieurs des 13 membres du conseil. On demande également de nommer des fonctionnaires du gouvernement pour pourvoir les deux postes vacants au conseil.

Le gouvernement a finalement nommé David Matas, avocat pour l'organisme activiste juif B'nai Brith Canada, et Michael Van Pelt, président de Cardus, un *think tank* qui se décrit lui-même comme œuvrant selon la tradition chrétienne sociale. Ces deux membres ont pris position en faveur du président du conseil d'administration, Aurel Braun, qui obtenait ainsi une mince majorité de sept membres sur treize.

Cette lettre, dont *Le Devoir* a obtenu copie, est signée par cinq membres du conseil d'administration visiblement inquiets. «*En raison de cette crise, et de l'urgence de prendre des décisions pour que l'organisation continue de mener avec succès ses activités, les cinq membres du conseil ont tenu une rencontre informelle pour explorer les façons de sortir de*

majoritaires en octobre en raison des postes vacants, soutiennent que le président Braun et deux autres membres ont engagé des frais juridiques au nom de Droits et Démocratie (17 000 \$) pour tenter d'empêcher la divulgation d'un rapport de performance sur Rémy Beauregard, le président de l'organisme (décédé d'une crise cardiaque le 7 janvier dernier dans la controverse).

Le 1^{er} juin 2009, les cinq membres du conseil d'administration avaient également écrit une lettre au Conseil privé, le ministère du premier ministre, pour l'avertir qu'une évaluation secrète menée par M. Braun et deux autres personnes concernant Rémy Beauregard pourrait ne pas refléter les opinions du conseil d'administration au sujet de la performance de M. Beauregard.

Le gouvernement Harper refuse toujours de réagir à cette crise qui secoue Droits et Démocratie depuis deux semaines.

Le 8 janvier dernier, deux membres du conseil d'administration ont démissionné pour protester contre un virage idéologique que certains membres du conseil tenteraient d'imposer à l'organisme. Sept des treize membres du conseil d'administration, près des volontés du gouvernement Harper, souhaitent que Droits et Démocratie ne mène plus certains programmes au Proche-Orient auprès d'organismes qui critiquent Israël.

Le Devoir

8 au 31 janvier

solDES

Des prix exceptionnels sur tous les articles en magasin !*

LAVAL - Quartier Laval
660 Boulevard Le Corbusier, L7
450-888-6000
laval@roche-bobois.com

TORONTO
101 Parliament Street
416-366-3273
toronto@roche-bobois.com

MONTREAL
505 Avenue du Président Kennedy
514-350-9070
montreal@roche-bobois.com

OTTAWA
22 York Street
613-860-3273
ottawa@roche-bobois.com

rochebobois
PARIS

www.roche-bobois.com

*Ne peut être jumelé à aucune autre offre.

> Passeport pour la découverte

Collège Jean-de-Brébeuf collégial

PORTES OUVERTES
COLLÉGIAL > JEUDI 11 FÉVRIER DE 14 H À 21 H
> ENTRÉE SUR DÉCELLES

DÉCISION D'ADMISSION SUR PLACE
Réponse rapide aux demandes faites en ligne avant le 2 février à www.brebeuf.qc.ca/collégial
(choisissez Liens rapides puis cliquez sur Demande d'admission en ligne)

LES PROGRAMMES OFFERTS AU COLLÉGIAL

Le Collège Jean-de-Brébeuf est un collège préuniversitaire.

Baccalauréat international

Sciences de la nature	- Sciences de la santé Sciences pures et appliquées
Sciences humaines	- Option Économie Option Histoire
Arts et Lettres	- Option Cinéma Option Langues

Diplôme d'études collégiales

Arts et Lettres	- Arts visuels, Design et Communications Lettres, Théâtre et Communications Création multimédia et Communications
Sciences de la nature	- Sciences de la santé Sciences pures et appliquées Sciences pures et appliquées avec portable (Eurêk@)
Sciences humaines ou de l'administration	- Études internationales Individu, culture et société
Sciences, Lettres et Arts	- Programme préparant à la quasi-totalité des programmes universitaires

Trois programmes en association avec l'École de musique Vincent-D'Indy

LES SERVICES

- > Résidences (pour filles et garçons)
- > Bourses d'aide financière et d'excellence

5^e SECONDAIRE

- > Pour filles et garçons

BI

VISA POUR L'AVENTURE HUMAINE L'UNIVERSITÉ LE 21^e SIÈCLE

Brébeuf

Collège Jean-de-Brébeuf
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (Québec) H3T 1C1
Collégial : 514.342.9342, poste 5355 | Télécopieur : 514.342.1846
Secondaire : 514.342.9342, poste 5231 | Télécopieur : 514.342.2676
www.brebeuf.qc.ca

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL CÔTE-DES-NEIGES

AVANT
D'INVESTIR
INVESTIGUEZ

lautorite.qc.ca

1 877 525.0337



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le moment Haïti

DANY LAFERRIÈRE

Écrivain bien connu au Québec, qui vient de remporter le prix Médicis

J'arrive à Port-au-Prince le 6 janvier pour la deuxième édition d'Étonnants Voyageurs en Haïti. Cette édition s'annonce excitante car les écrivains haïtiens ont remporté en 2009 pas moins de 13 prix littéraires sur la scène internationale. Pour la première fois la littérature supplante le discours politique dans la faveur populaire. Les écrivains sont invités à la télé plus souvent que les députés, ce qui est assez rare dans ce pays à forte teneur politique. La littérature retrouve ici de nouveau sa place.

Déjà en 1929, Paul Morand note dans son vif essai *Hiver caraïbe* que tout finit en Haïti par un recueil de poèmes. Plus tard, Malraux parlera, lors de son dernier voyage à Port-au-Prince en 1975, d'un peuple qui peint. Étonnant pays d'artistes.

La vie semble reprendre son cours normal après des décennies de turbulence. Des jeunes filles rieuses se promènent dans les rues tard le soir. Le banditisme semble reculer d'un pas. Dans les quartiers populaires, comme le Bel-Air, le crime n'est plus toléré. Les peintres primitifs bavardent avec les marchandes de mangue et d'avocat au coin des rues poussiéreuses.

C'est si calme que certains s'inquiètent déjà. On n'a pas l'habitude d'une si longue accalmie à Port-au-Prince. Pour ce jeune homme au visage à moitié caché par un chapeau de paille un danger nouveau nous guettait. On se demandait ce que cela pouvait être puisqu'on a déjà tout connu: les dictatures héréditaires, les coups d'État militaires, les cyclones à répétition et les kidnappings à l'aveuglette.

Me voilà au restaurant de

l'hôtel avec mon ami Rodney Saint-Eloi, éditeur de *Mémoire d'encrier*, qui vient tout juste d'arriver de Montréal. Deux grosses valises remplies de ses dernières parutions (*Saison de porcs* de Gary Victor) au pied de la table. J'attendais cette langouste (sur la carte c'est écrit homard) et Saint-Eloi, un poisson gros sel, quand j'ai entendu une terrible explosion.

La seconde d'après on s'est retrouvés tous à plat ventre sous les grands arbres de la cour. Ce tremblement de terre est d'une telle puissance qu'il a secoué la terre comme s'il s'agissait d'un simple drap qu'on essayait d'étendre.

Les gens étaient, à cette heure, éparpillés un peu partout: dans les écoles, les supermarchés, au travail, ou encore pris dans ces embouteillages monstres qui paralysent Port-au-Prince aux heures de pointe.

Toute cette agitation s'est brusquement arrêtée. La minute fatale qui coupe le temps haïtien en deux.

Le temps de reprendre ses esprits, une bonne partie des gens se trouvaient déjà sous les décombres. Des cris nous parvenaient du fond de la terre. Durant cette nuit tragique, couchés à même le sol, on allait ressentir, jusqu'au plus profond de nous, 43 secousses sismiques — certaines fortes, d'autres à peine perceptibles. Cet événement si radical aura un impact profond sur la société haïtienne. La classe politique aura de la difficulté à continuer son petit théâtre de marionnettes.

Un fait nouveau saute aux yeux. La ville, durant ces premières nuits, était occupée par une foule disciplinée, généreuse et discrète. Des gens déambulant sans cesse, avec une étrange détermination. Et qui semblaient indifférents à cette douleur qu'ils portaient avec cette élégance qui a suscité l'admiration universel-

le. La planète est encore vissée devant le petit écran. On a l'impression d'assister à une étrange cérémonie qui impliquait les vivants et les morts.

Si Malraux, à la veille de mourir, s'était rendu en Haïti, c'est qu'il avait l'impression que les peintres de Saint-Soleil avaient découvert intuitivement quelque chose qui rend futile toute agitation face à la mort. Un chemin secret. On s'étonne que des gens puissent rester si longtemps, sous les décombres, sans boire ni manger. C'est qu'ils ont l'habitude de manger peu. Comment peut-on prendre la route en laissant tout derrière soi? C'est qu'ils possèdent si peu de choses. Moins on possède d'objets inutiles, plus on est libre, et je ne fais pas là un éloge de la pauvreté.

Ce n'est pas le malheur d'Haïti qui a ému le monde à ce point, mais la façon dont ce peuple fait face à son malheur. Ce désastre aura fait apparaître, sous nos yeux éblouis, une forêt de gens remarquables que les institutions (l'État, l'Église, la police et la bourgeoisie) nous cachaient. Il a fallu qu'elles disparaissent momentanément pour qu'on voie apparaître ce peuple à la fois discret et fier.

Du côté de l'Occident je sens monter un souffle nouveau. Comme si Haïti était en train de devenir une vraie préoccupation pour tous ces jeunes gens qui venaient de faire sortir l'environnement de la pénombre où les États l'avaient relégué. L'impression qu'il n'y aura bientôt plus de distance entre ces jeunes gens habités par une vision planétaire et Haïti. Plus de cet exotisme qui fait voir l'autre d'une manière à la fois désuète et fautive.

J'imagine que la rencontre de ces deux groupes (la foule haïtienne et les jeunes environnementalistes) pourrait provoquer une explosion continue. Le chemin secret consisterait-il à contourner les institutions trop archaïques? Quelque chose qui éviterait toute forme d'aide pour entrer dans un dialogue permanent où personne ne doit rien à personne.



Tout bouge autour de moi

Haïti a l'habitude des coups d'État et des cyclones, mais pas des tremblements de terre

1. La minute

Tout cela a duré à peine une minute, mais on avait de huit à dix secondes pour prendre une décision. Quitter l'endroit où l'on se trouvait ou rester. Très rares sont ceux qui avaient fait un bon départ. Même les plus vifs ont perdu trois ou quatre précieuses secondes avant de comprendre ce qui se passait. Haïti a l'habitude des coups d'État et des cyclones, mais pas des tremblements de terre. Le cyclone, est bien annoncé. Un coup d'État arrive précédé d'un nuage de rumeurs. J'étais dans le restaurant de l'hôtel avec des amis (l'éditeur Rodney Saint-Eloi et la critique Thomas Spear). Thomas Spear a perdu trois secondes parce qu'il voulait terminer sa bière. On ne réagit pas tous de la même ma-

Je m'attendais à entendre des cris, des hurlements. Rien. Un silence assourdissant. On dit en Haïti que tant qu'on n'a pas hurlé il n'y a pas de mort...

nière. De toute façon personne ne peut prévoir où la mort l'attend. On s'est tous les trois retrouvés, à plat ventre, au centre de la cour. Sous les arbres.

2. Le carnet noir

En voyage, je garde sur moi toujours deux choses: mon passeport (dans une pochette accrochée à mon cou) et un calepin noir où je note généralement tout ce qui traverse mon champ de vision ou qui me passe par l'esprit. Pendant que j'étais par terre, je pensais aux films de catastrophes, me demandant si la terre allait s'ouvrir et nous engloutir

tous. C'était la terreur de mon enfance.

3. Le silence

Je m'attendais à entendre des cris, des hurlements. Rien. Un silence assourdissant. On dit en Haïti que tant qu'on n'a pas hurlé il n'y a pas de mort. Quelqu'un a crié que ce n'était pas prudent de rester sous les arbres. On s'est alors réfugiés sur le terrain de tennis de l'hôtel. En fait, c'était faux, car pas une fleur n'a bougé malgré les 43 secousses sismiques. J'entends encore ce silence.

4. Les projectiles

Même à 7.3, ce n'est pas si terrible. On peut encore courir. C'est le béton qui a tué. Les gens ont fait une orgie de béton ces 50 dernières années. De petites forteresses. Les maisons en bois et en tôle, plus souples, ont résisté. Dans les chambres d'hôtel souvent exigües,

l'ennemi, c'était le téléviseur. On se met toujours en face de lui. Il a foncé droit sur nous. Beaucoup de gens l'ont reçu à la tête.

5. La nuit

La plupart des gens de Port-au-Prince ont dormi cette nuit-là à la belle étoile. Je crois que c'est la première fois que c'est arrivé. Le dernier tremblement de terre d'une telle ampleur remonte à près de 200 ans. Les nuits précédentes étaient assez froides. Celle-là, chaude et étoilée. Comme on était couchés par terre, on a pu sentir chaque tressaillement du sol au plus



Dany Laferrière

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

profond de soi. On faisait corps avec la terre. Je pissais dans les bois quand mes jambes se sont mises à trembler. J'ai eu l'impression que c'était la terre qui tremblait.

6. Le temps

Je ne savais pas que 60 secondes pouvaient durer aussi longtemps. Et qu'une nuit pouvait n'avoir plus de fin. Plus de radio, les antennes étant cassées. Plus de télé. Plus d'Internet. Plus de téléphones portables. Le temps n'est plus un objet qui sert à communiquer. On avait l'impression que le vrai temps s'était glissé dans les 60 secondes qu'ont duré les premières violentes secousses.

7. La prière

Subitement un homme s'est mis debout et a voulu nous rappeler que ce tremblement de terre était la conséquence de notre conduite inqualifiable. Sa voix enflait dans la nuit. On l'a

te l'un des trois enfants. Plus tard, un autre. Elle n'arrêta pas de les supplier de tenir encore un peu. Plus de douze heures après, on a pu sortir le bébé qui n'avait pas cessé de pleurer. Une fois dehors, il s'est mis à sourire comme si rien ne s'était passé.

9. Les animaux

Les chiens et les coqs nous ont accompagnés durant toute la nuit. Le coq de Port-au-Prince chante n'importe quand. Ce que je déteste généralement. Cette nuit-là j'attendais sa gueulante.

10. La révolution

Le palais national cassé. Le bureau des taxes et contributions détruit. Le palais de justice détruit. Les magasins par terre. Le système de communications détruit. La cathédrale détruite. Les prisonniers dehors. Pendant une nuit ce fut la révolution.

D. L.



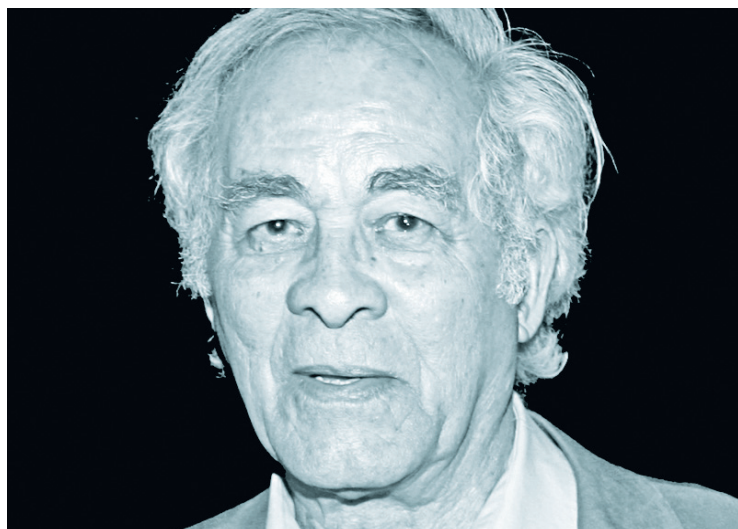
REUTERS

Même à 7.3, ce n'est pas si terrible. On peut encore courir. C'est le béton qui a tué. Les gens ont fait une orgie de béton ces 50 dernières années.

MÈRE PATRIE

Mon pays que voici

Mon pays a un caillot de sang dans la gorge



Anthony Phelps

SIMONE LISSADE-METELLUS

ANTHONY PHELPS
*Écrivain d'origine haïtienne,
qui vit au Québec depuis 1964*

Nous n'irons plus jouer à la marelle et lancer nos pions par-dessus le ciel de terre. Nous n'irons pas pêcher la lune au Quai Christophe Colomb.

Lorsque que j'ai appris qu'un tremblement de terre avait détruit ma ville natale, plusieurs passages de mon recueil, *Mon Pays que voici*, me sont revenus à la mémoire. Je ne me doutais pas, en 1965, qu'en écrivant cette marche poétique à l'intérieur de l'Histoire d'Haïti, je décrivais le drame qui frappe aujourd'hui mon Pays.

J'ignore encore si la maison familiale est restée debout, mais mes sœurs, neveux et nièce ont été épargnés. Certains amis manquent à l'appel. Plusieurs sont saufs. Mon appartement, dans mon ancienne station de radio Radio Cacique, a tenu le coup et abrite toujours mon lieu de mémoire.

Nous n'irons pas poser nos nasses dans le lit de la voie lactée pour piéger des étoiles doubles. Nous n'irons pas, le temps n'est plus au jeu nous avons dépassé le chant des marionnettes. Nous avons dépassé le chant de l'enfant-do. Et l'enfant ne dormira pas. Il fait un temps de veille. Mon Pays a un caillot de sang dans la gorge.

L'église de mon enfance a été détruite, le Sacré-Cœur. Mon collège a disparu, l'Institution Saint Louis de Gonzague. Les lycées, universités et autres écoles n'existent plus. Tant de voix se sont tuées à jamais! Tant de victimes d'une aveugle colère de cette terre qui nous a portés!

Entre la liane des racines tout un peuple affligé de silence se déplace dans l'argileux mutisme des abîmes et s'inscrit dans les rétines le mouvement ouateux a remplacé le verbe. La vie partout est vieillueuse.

En nous nos veines au sang tourné sur nous, le cataplasme de la peur et sa tiédeur gluante et notre peau fanée, doublée

de crainte, comme un habit trop ample baille sur des vestiges d'hommes. La vie partout est en veilleuse. Ô mon pays si triste est la saison qu'il est venu le temps de se parler par signe.

Qui donc va me redessiner mon pays?

Nous n'avons plus de bouche pour parler nous portons les malheurs du monde et les oiseaux ont fui notre odeur de cadavre. Le jour n'a plus sa transparence et ressemble à la nuit. Ô mon Pays si triste est la saison qu'il est venu le temps de se parler par signe.

Merci à celles et ceux dont les gestes viennent soulager notre détresse et nous aident à nous relever.

Etranger qui marches dans ma ville, souviens-toi que la

ne: les marines. Dix mille marines pour lutter contre les tremblements de terre? Ou pour agrandir la base qu'ils viennent d'installer en Colombie? Presque cent ans après l'invasion d'Haïti par les marines, assistons-nous à une nouvelle forme d'interventionnisme au nom de l'aide humanitaire?

Je me demande ô mon pays quelle main a tracé sur le registre des nations une petite étoile à côté de ton nom.

Yankee de mon cœur qui entres chez moi en pays conquis, Yankee de mon cœur qui viens dans ma caille parler en anglais, qui changes le nom de mes vieilles rues, Yankee de mon cœur, j'attends dans ma nuit que le vent change d'aire.

Une fois de plus nous avons

rendez-vous avec l'Histoire. Ne ratons pas cette opportunité de construire, sur cet immense malheur, une société plus juste où chacun aura sa place.

Réinventons un pays, pour que ce petit garçon et cette petite fille, qu'on a sortis des décombres, aient une ville où il fera bon vivre.

Après les pleurs et les douleurs, on entendra monter le chant qui séchera toutes tes larmes, ô mon beau Pays sans écho. On entendra monter le chant des enfants qui auront seize ans, à la prochaine pleine lune.

Même si je dors sous la terre, leur chanson saura me rejoindre et je dirai dans un poème que j'écrirai avec mes os: Mon beau Pays? Pas mort! Pas mort!

phelpsanthony@videotron.ca



JORGE SILVA REUTERS



LOGAN ABASSI REUTERS

AFGHANISTAN

LES TRÉSORS RETROUVÉS

Organisée en collaboration avec

NATIONAL GEOGRAPHIC

Cette exposition saluée par le public dévoile des trésors qui ont miraculeusement survécu à la guerre et au chaos en Afghanistan.

ACTIVITÉ SPÉCIALE
L'histoire derrière l'exposition
(en anglais avec traduction simultanée)

FREDRIK HIEBERT (Ph. D.),
archéologue de renom de la National Geographic Society.

24 janvier à 14 h

GRATUIT en acquittant les droits d'entrée au Musée.

Partenaire officiel
POSTES CANADA
PARTENAIRES OFFICIELS

Partenaire média
OTTAWA CITIZEN

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS
CANADIAN MUSEUM OF CIVILIZATION

www.civilisations.ca/tresors | 100, rue Laurier, Gatineau

Canada

ACTUALITÉS

Services essentiels à maintenir pendant la grève tournante

Déneigement: la règle des cols bleus s'appliquera

JEANNE CORRIVEAU

Le Conseil des services essentiels (CSE) estime suffisants les services que comptent assurer les cols bleus de Montréal pendant la grève tournante d'une durée de 40 jours qui s'amorcera lundi. Les travailleurs n'auront pas à déneiger les rues et les trottoirs de la métropole pendant les journées de débrayage, à moins que les précipitations atteignent 9 cm de neige. Déçue de cette décision, la Ville a dit craindre que la sécurité des Montréalais soit compromise.

Lors d'une audience mercredi, la Ville avait bien tenté de convaincre le CSE de la nécessité d'obliger les cols bleus à travailler lorsque plus de 2,5 cm de neige s'accumulent au sol, mais en vain. «On est très déçus que le Conseil n'ait pas tenu compte des témoignages de nos deux experts qui ont démontré que la sécurité ou la santé des citoyens pouvait être affectée si on se retrouvait avec des accumulations de plus de 2,5 cm», a indiqué hier le directeur des services professionnels à la Ville, Jean-Yves Hinse.

M. Hinse a ajouté que si la Ville juge que la sécurité des Montréalais est en danger, elle pourrait de nouveau faire appel au Conseil ou demander à ses cadres d'assurer les services de déneigement.

Dans sa décision rendue hier, le Conseil a par ailleurs réclamé du syndicat que les cols bleus déneigent les accès aux édifices publics lors de chutes de neige de plus de 9 cm.

La grève, qui s'échelonnera



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

jusqu'au 5 mars, affectera les arrondissements à tour de rôle pendant une période de 24 heures. Les cols bleus de Ville-Marie seront les premiers à débrayer lundi, puis ce sera au tour des travailleurs manuels de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de les imiter le lendemain. Chacun des 19 arrondissements montréalais sera touché deux fois

par cette grève.

L'enlèvement des ordures et la collecte sélective seront aussi suspendus lors des jours de grève, tout comme la réfection des chaussées, à moins qu'il s'agisse d'un problème majeur. Seuls les services jugés essentiels, comme les réparations urgentes au réseau d'aqueducs et d'égouts, les opérations aux usines de traitement d'eau et

l'entretien des feux de circulation, seront assurés.

Sans contrat de travail depuis le 31 août 2007, les cols bleus se plaignent de la lenteur des négociations relatives au renouvellement de leur convention collective. Les principaux litiges avec l'employeur touchent les augmentations de salaire, le plancher d'emploi et le recours à la sous-traitance. Alors que la Ville propose un gel des salaires pour la première année et des augmentations de 2 % pour les trois années suivantes, le syndicat réclame des hausses annuelles variant entre 2 et 2,5 %.

Hier, le responsable des services aux citoyens, Michael Applebaum, et Jean-Yves Hinse ont fait valoir que le fait d'accéder aux demandes salariales des cols bleus équivaldrait à une augmentation de la masse salariale de 10 %, soit 35 millions. «Ça représenterait aussi une augmentation de taxe de 1,4 % de plus sur le compte de taxe des citoyens», a affirmé M. Hinse. «Si on disait oui aux demandes syndicales des cols bleus, ça aurait un impact sur tous les autres groupes d'employés à la Ville de Montréal.»

Les deux parties ont eu recours à la conciliation, mais la Ville serait prête à demander l'arbitrage pour régler le dossier. Pour ce faire, il faudrait toutefois l'accord du syndicat. La Ville a conclu des ententes avec la plupart des groupes d'employés municipaux, à l'exception des cols bleus, des pompiers et des policiers.

Le Devoir

Budget de Montréal

Harel accuse Tremblay de sabrer les infrastructures

JEANNE CORRIVEAU

À quelques jours de l'adoption du budget de la Ville de Montréal, la chef de l'opposition à l'Hôtel de Ville, Louise Harel, a accusé le maire Tremblay de ne pas avoir respecté les promesses qu'il a faites pendant la campagne électorale. Selon elle, M. Tremblay n'aurait pas dû cacher aux électeurs son intention de réduire les investissements dans les infrastructures, a-t-elle reproché.

L'équipe de Vision Montréal a épluché le budget de 4,3 milliards de la Ville dévoilé le 13 janvier dernier par l'administration en comparant les chiffres aux promesses du maire pendant la campagne électorale.

Louise Harel en conclut que l'équipe au pouvoir réduira un total de 355 millions de dollars dans l'entretien des équipements municipaux et des infrastructures en 2010. Dans le domaine de la culture par exemple, les 25 millions promis en campagne électorale pour la direction du développement culturel ont fondu à 4,6 millions, signale-t-elle. Les 21 millions prévus pour l'agrandissement et la construction des bibliothèques ont été réduits à 412 000 \$, ajoute-t-elle.

De telles compressions touchent aussi la mise en valeur du territoire, les parcs, la réfection routière et les Muséums nature et elles s'échelonnent sur plusieurs années, évalue Vision Montréal.

Lors de la présentation du budget, le maire Tremblay avait indiqué que son administration avait décidé de réduire de 33 % les in-

vestissements prévus dans le programme triennal d'immobilisations (PTI) pour 2010 afin de compléter la révision du processus d'attribution de contrats. «À mon point de vue, il nous bourre comme des valises sur la question du renforcement des procédures d'appels d'offres parce que ça ne peut pas durer pendant deux ans», estime Louise Harel.

Le responsable des finances au comité exécutif, Alan DeSousa, a indiqué hier que Mme Harel avait omis de tenir compte, dans son analyse, des réserves de 2 milliards de dollars dont dispose la Ville et qui seront distribués lorsque la révision du processus d'appels d'offres sera complétée. «Je crois qu'elle a mal compris ou mal lu le budget. Si c'est le cas, j'espère qu'elle aura l'occasion de le relire en fin de semaine pour que, lorsque viendra le moment du vote lundi, elle et son équipe appuient le budget», a-t-il déclaré hier au Devoir. La stratégie de l'administration permettra à la Ville de ne pas devoir ajouter ces sommes non dépensées au montant de la dette, a-t-il ajouté.

M. DeSousa a également précisé que les représentants de la Coalition verte n'avaient pas à craindre que la Ville revienne sur sa décision de consacrer 36 millions, au cours des trois prochaines années, à la protection de milieux naturels et à l'acquisition de terrains.

Les élus seront appelés à voter sur le budget lundi matin, à l'occasion d'une séance extraordinaire du conseil municipal.

Le Devoir



Relevez le défi!

Concours de recrutement

Directrice ou directeur du scrutin

Bertrand, Châteauguay, Deux-Montagnes, Hochelaga-Maisonneuve, Jeanne-Mance-Viger, Joliette, Labelle, Laurier-Dorion, Marie-Victorin, Nelligan, Prévost, Saint-Hyacinthe, Saint-Laurent, Verdun, Vimont

VOUS AVEZ LE GOÛT D'ÊTRE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE?

LE DÉFI

Sous la responsabilité de l'adjoint et directeur des opérations électorales, vous serez chargé de la préparation, de l'organisation et de la tenue des événements électoraux de votre circonscription.

LE PROFIL

La personne recherchée possède, notamment, de l'expérience en gestion, un excellent sens de l'organisation ainsi qu'une grande capacité d'adaptation.

Elle doit également :

- avoir la qualité d'électeur;
- être domiciliée dans la circonscription dans laquelle elle pose sa candidature ou dans une circonscription contiguë;
- ne pas avoir occupé un poste d'élève aux niveaux fédéral, provincial, municipal ou scolaire au cours des deux années qui précèdent son inscription au concours.

NOTRE ENGAGEMENT

Vous bénéficierez d'une rémunération des plus avantageuse (taux horaire de 38,39 \$, soit environ 19 000 \$ lors d'une élection), d'une formation approfondie et du soutien d'une équipe expérimentée et dévouée. La durée de votre mandat est de 10 ans.

CET EMPLOI VOUS INTÉRESSE?



Pour accéder au formulaire d'inscription électronique ou obtenir tous les renseignements sur ce concours, visitez le www.electionquebec.qc.ca ou téléphonez sans frais, du lundi au vendredi, au : 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846).

RELEVEZ LE DÉFI!

Votre formulaire d'inscription doit être transmis avant 16 h 30 le 5 février 2010.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

SOLDES DE JANVIER



nouvelle année



nouvelles vacances



nouveaux départs

HOLGUIN

899\$

SIRENIS PLAYA TURQUESA CLUB EXCLUSIF ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
CHAMBRE
3 FÉVRIER



VARADERO

1079\$

BARCELO MARINA PALACE CLASSE PRESTIGE ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
SUITE JUNIOR
5 FÉVRIER



ANTIGUA

1399\$

JOLLY BEACH RESORT & SPA ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
CHAMBRE
7 FÉVRIER

PUNTA CANA

1499\$

OCEAN BLUE ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
SUITE JUNIOR
5 FÉVRIER



JAMAÏQUE

1649\$

GRAND PALLADIUM HAMILTON CLUB IMPÉRIAL ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
SUITE JUNIOR CLUB IMPÉRIAL
7 FÉVRIER



RIVIERA MAYA

1749\$

BARCELO MAYA PALACE CLASSE PRESTIGE ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
SUITE JUNIOR CLASSE PRESTIGE
6 FÉVRIER



Voyage VASCO
L'Univers de la Croisière

VACANCES transat

1 888 628-2726

www.voyagevasco.com • www.macrolsire.com

Départs de Montréal. Prix par personne en occupation double. Incluant les taxes et rabais applicables. Prix en vigueur au moment de l'impression et valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées du 23 au 25 janvier 2010, sous réserve de disponibilité. Pour les détails et conditions générales, veuillez vous référer à la brochure Sud 2009-2010 de Vacances Transat. Vols effectués sur les ailes d'Air Transat ou CanJet. Vacances Transat est une division de Transat Tours Canada Inc. et est titulaire d'un permis du Québec (n° 825121). Ses bureaux sont situés au 300, rue Léo-Pariseau, bureau 500 Montréal (Québec) H2X 4C2.

Prix excluant le 3,50\$/1000\$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

ACTUALITÉS

Renouvellement du parc de voitures du métro

Montréal pourrait lancer un nouvel appel d'offres

Québec a demandé à la Ville de sonder à nouveau le marché international

Le contrat de renouvellement des voitures du métro de Montréal commence à ressembler à un chemin de croix pour la Société de transport de Montréal. Craignant des poursuites devant les tribunaux, le gouvernement l'a contrainte à lancer un avis d'intention à l'échelle internationale pour inciter les concurrents de Bombardier et Alstom à manifester leur intérêt.

JEANNE CORRIVEAU

Malgré l'entente conclue avec le consortium Alstom-Bombardier pour le remplacement du parc de voitures du métro, la Société de transport de Montréal (STM) devra ouvrir la porte à de nouveaux joueurs. Comme plusieurs entreprises semblent disposées à vouloir tenter leur chance pour décrocher le contrat, la STM pourrait être obligée de lancer un nouvel appel d'offres, ce qui retarderait de plusieurs mois tout le processus.

Alors que l'appel d'offres initial de juillet 2008 prévoyait le remplacement de 342 voitures du métro, la commande a plus que triplé, pour atteindre 1053 voitures. La facture pourrait atteindre les 3,4 milliards de dollars.

De crainte que cette importante modification apportée au contrat ne prête flanc à des recours judiciaires, le gouvernement du Québec a annoncé hier qu'un avis d'intention serait lancé sur le marché international. Les entreprises auront 30 jours pour indiquer leur intérêt et prouver qu'elles ont la capacité technique et financière de fabriquer des wagons de métro dotés de pneumatiques. L'avis exige également un contenu canadien de 60 % et que l'assemblage final soit fait au Canada.

Si d'autres entreprises rem-



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

plissent les conditions imposées, la STM n'aura d'autre choix que de lancer un nouvel appel d'offres. Dans le cas contraire, le gouvernement estime que la STM pourra sans crainte signer le contrat avec Alstom et Bombardier.

«On veut simplement respecter

les ententes internationales et se mettre à l'abri si quelqu'un dit que ce n'était plus le même contrat que dans l'appel d'offres. C'est l'occasion pour certains de lever la main, à condition qu'ils respectent les spécifications et les délais», a expliqué le ministre des Finances, Raymond Bachand.

Hier, les noms de plusieurs fabricants circulaient allègrement. La compagnie allemande Siemens a confirmé que le contrat l'intéressait, même si, lorsque sollicitée par la STM il y a deux ans, elle avait renoncé à se lancer dans l'aventure. «Les choses évoluent. Nous sommes

intéressés, mais nous n'avons pas pris connaissance des spécifications techniques de l'avis», a indiqué le directeur des communications de Siemens au Canada, DL Leslie.

Le constructeur espagnol CAF pourrait aussi tenter sa chance, mais hier, il a été impossible d'obtenir des commentaires de l'entreprise. Tant Siemens que CAF ont dans le passé fourni des wagons de métro dotés de pneus de caoutchouc à des réseaux de transport à travers le monde.

Quant au constructeur chinois Zhuzhou Electric Locomotive, il entend bien être dans la course sauf qu'il n'a aucune intention de se plier à l'exigence des pneumatiques et proposera plutôt la technologie de roues d'acier. En décembre dernier, l'entreprise avait tenté de faire dérailler le processus d'octroi du contrat en transmettant au maire Gerald Tremblay une mise en demeure pour réclamer la suspension des négociations avec Alstom et Bombardier afin de pouvoir soumettre une proposition.

Zhuzhou Electric Locomotive ne veut pas lâcher le morceau. «Nous confirmerons notre intérêt

et si la STM nous exclut à cause de l'exigence liée aux pneus, nous adresserons aux tribunaux, a promis hier Glen Fisher, représentant de l'entreprise au Canada. Je pourrais faire témoigner dix experts internationaux qui diront que c'est tellement absurde de persévérer avec ces pneus qu'ils ne peuvent croire que la STM le fait.»

Selon M. Fisher, les rames de métro munies de roues d'acier consomment cinq fois moins d'énergie que celles dotées de pneumatiques et elles n'ont pas à être remplacées régulièrement comme les pneus. Le métro montréalais dispose déjà d'un système de rails qui permettrait la conversion aux roues d'acier à un coût raisonnable, soutient M. Fisher.

Professeur à la faculté de droit à l'Université de Montréal, M^e Jean Héту croit que le manufacturier chinois n'a aucune chance. «Ils ont créé une incertitude [en décembre], mais ils n'ont pas de cause», a-t-il dit au Devoir.

Les entreprises ont jusqu'au 1^{er} mars pour manifester leur intérêt.

Le Devoir

Votre protection occupe
le haut de la liste.

Épicerie

- céréales
- carottes
- savon

AU MOMENT DE LA
VALIDATION D'UN
BILLET DE LOTERIE :

RESTEZ ATTENTIF
aux indicatifs musicaux.

REGARDEZ
l'afficheur-client du
terminal.

EXIGEZ
votre billet et le coupon de
validation correspondant.

Et n'oubliez pas, signez
toujours votre billet.

Des vérificateurs libre-service
sont aussi à votre disposition
à tous les points de vente.

Pour plus d'informations
lotoquebec.com

SOLDES

HIVER
2010

40% à 70%



Enfants Deslongchamps

Vêtements de maternité
à 50% de rabais1007, RUE LAURIER
OUEST, OUTREMONT
TÉL.: (514) 274-2442

DIRECTEMENT

L'Artisan
du StoreFabriqué au Québec
www.artisan-du-store.ca*50%
de rabais ou
Installation
gratuiteSTORES SUR MESURES
*BOIS ou PVCHorizontal et Vertical
couleurs et teintes à votre choixOPAQUES ou
SOLAIRES

- Toiles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants
- Persiennes



- SERVICE À DOMICILE GRATUIT
- INSTALLATION GRATUIT
- SERVICE DE DÉCORATION GRATUIT

• Stores • Rideaux • Douillettes • Tapis
• Prêlart • Bois flottant • Carpettes

Décoration
Claude Bouchard

MONTRÉAL 514 231-8677

LAVAL 450 627-3716

LONGUEUIL 450 445-9829

TROIS-RIVIÈRES 819 696-8677

QUÉBEC 418 654-8677



2362, BEAUBIEN EST, MONTRÉAL (PRÈS D'IBERVILLE)



ACTUALITÉS

LAÏCITÉ

SUITE DE LA PAGE 1

deux visions diamétralement opposées ont été défendues en début de journée par les deux invités d'honneur, Françoise David, codirigeante de Québec solidaire, et l'éminent sociologue Guy Rocher. Ce dernier a livré un plaidoyer pour rappeler que ce n'était pas à l'État de déterminer si Dieu existe, en d'autres termes, que la religion n'a pas sa place dans l'espace public. Mme David a soutenu en essence que le fait d'interdire tout signe religieux dans l'espace public ne constituait pas un tort aussi grand que celui de l'interdire et qu'il fallait davantage réfléchir aux conséquences de l'exclusion.

Le cours ECR au cœur du débat

Parmi les trois grands thèmes discutés, soit les modèles de laïcité, la religion dans l'espace public et le cours Éthique

et culture religieuse (ECR), ce dernier a particulièrement déchaîné les passions. Marie-Michèle Poisson, présidente du Mouvement laïque québécois, déplore l'existence de ce cours et souhaite son abolition. Elle estime que par rapport à l'ancien système, la religion prend plus de place dans le cursus scolaire, ce qui va à l'encontre du principe de laïcité. Elle déplore également le fait que ce cours soit obligatoire, ne laissant plus la possibilité aux parents de choisir pour leurs enfants. «*Pourquoi ne pas faire un programme sur les droits humains? Je préférerais un enseignement philosophique, éthique ou sociologique, mais pas religieux*», assure-t-elle. Elle estime que le contenu du cours donné aux élèves du primaire ainsi que du secondaire est une forme de propagande et qu'il constitue un endoctrinement au multiculturalisme.

Conscient des limites du cours ECR, Louis Rousseau, professeur en sciences des religions à l'UQAM, croit quant à lui à la nécessité d'un cours sur les religions à l'école. «*Il ne faut pas confondre*

avec les études religieuses. La religion est un fait social et culturel. Il est important de développer des connaissances sur ces pratiques afin de mieux appréhender l'autre et diminuer les craintes identitaires», affirme le professeur. Pour lui, il est encore trop tôt pour juger ce programme. «*C'est un outil formidable, mais pas parfait. Il y aura des ajustements à faire. Il faut nous donner une chance*», concède Louis Rousseau, qui a déjà préparé des cours de perfectionnement pour les enseignants.

Des consensus

Au terme du colloque d'un jour, après quelques gentils affrontements autour du voile qui ont fait ressurgir la fibre féministe de plusieurs, tous avaient le sentiment d'avoir vidé la question. Malgré les quelques flèches décochées, tous s'entendaient sur une chose: le débat ne devait pas dérapier et verser dans l'insulte, comme lors de la commission Bouchard-Taylor. Et ce ne fut pas le cas. «*Je suis content parce que c'est un sujet sur le-*

quel on peut facilement se prendre aux cheveux, il n'y a pas eu de dérapage, bien que les positions étaient très distinctes», s'est réjoui Normand Baillargeon.

L'idée d'une charte, surtout proposée par les laïques appartenant à la tradition républicaine, a semblé rallier les deux camps. Les tenants d'une laïcité dite «ouverte» y mettent cependant un bémol. «*La simplification sur ces questions n'est jamais bonne conseillère. Il faut se donner du temps*», a dit Mme David.

Pour Guy Rocher, devant deux positions aussi tranchées, il faut être prudent dans la recherche d'un consensus. Il a rappelé qu'un débat similaire avait embrasé la société québécoise à la suite de la création du Mouvement laïque de langue française, au début des années 1960, qui réclamait des écoles «neutres». «*Il n'y avait pas eu de guerre sainte*», a souligné le sociologue. Une crainte qui, malgré l'émotivité du débat, ne risque pas de se produire 50 ans plus tard, a-t-il conclu.

Le Devoir

CANADIENS

SUITE DE LA PAGE 1

dans le cas de viol. Aux États-Unis, les plus fervents défenseurs de la peine capitale, les taux sont respectivement de 84 % et de 62 %. Le taux d'appui à la peine de mort diminue pour les cas de kidnapping (17 %) et de vol à main armée (6 %, contre 40 % aux États-Unis). La marge d'erreur du sondage est de 3,1 %, 19 fois sur 20.

Le coup de sonde démontre par ailleurs une statistique intéressante: au Québec, l'appui à la peine de mort est plus élevé que dans le reste du pays, à 69 % pour les cas de meurtre. Historiquement, l'appui québécois était de 10 points de pourcentage sous la moyenne nationale. Comme l'échantillon québécois est plus restreint, la marge d'erreur dans ce cas-ci est de 6,1 %, 19 fois sur 20.

Appui cyclique

La faveur populaire envers la peine de mort, abolie en 1976 au Canada, varie beaucoup d'une année à l'autre. Le sommet a été atteint en 1984, avec 71 %. En 1987, en plein débat à la Chambre des communes sur le rétablissement de ce châtiment suprême, l'appui s'élevait à 61 %. Il a diminué progressivement, puis a rebondi en 1995, à 69 %. Il était redescendu depuis, pour atteindre un creux en 2004 à 48 %.

«*Il existe un cycle de la peur*, indique le sondeur Andrew Grenville, responsable du sondage chez Angus Reid. *Lorsqu'un gouvernement dit qu'il sera sévère envers le crime, qu'il imposera des sentences minimales pour certains crimes et qu'il poursuit en général un ordre du jour touffu en matière de justice criminelle, cela alimente la peur.*»

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a piloté des dizaines de projets de loi instaurant des peines de prison minimales pour certaines catégories de crimes, resserrant l'accès aux peines avec sursis (purgées dans la communauté) ou encore rendant plus difficiles à obtenir les libérations conditionnelles. Le ministre de la Sécurité publique avait reconnu que cette panoplie de lois forcerait Ottawa à construire de nouvelles prisons.

L'opinion publique concernant ces peines minimales est particulièrement révélatrice, indique par ailleurs le sondage Angus Reid. Aux États-Unis, où ce régime existe depuis longtemps, 72 % des gens croient que les personnes commettant des crimes mineurs risquent d'être punies trop sévèrement à cause des peines minimales. En comparaison, ce taux n'est que de 55 % au Canada, le plus bas des trois pays.

«*Même aux États-Unis, les juristes républicains commencent à dire que ça suffit, les peines minimales*, explique Errol Mendes, professeur de droit constitutionnel et international qui s'intéresse à l'éthique du gouvernement en matière de justice. *Certains juristes croient même que ces peines contribuent à la récidive en punissant trop sévèrement les petits criminels, qui s'endurcissent ensuite.*»

Les peines minimales sont en général critiquées par le milieu légal parce qu'elles ont tendance à multiplier le «*plea bargaining*», ces tractations de coulisses engagées pour retirer les accusations débouchant sur ces peines en échange d'une reconnaissance de la culpabilité à des accusations moins sévères.

Le ministre de la Justice, Rob Nicholson, n'a pas voulu commenter le sondage hier. Le gouvernement conservateur a souvent répété qu'il n'avait pas l'intention de rouvrir le débat sur la peine de mort au Canada.

Selon son critique libéral, Dominique Leblanc, ce sondage démontre que «*le gouvernement a réussi à faire peur aux Canadiens en exagérant les problèmes de sécurité dans les communautés.*»

Le Devoir

JARDIN

SUITE DE LA PAGE 1

pour décrire ces nouvelles œuvres de destruction et de survie. Avec un spectacle comme celui-ci, donné en un lieu inhabituel, sur une durée jamais atteinte — la Caraïbe demeure un éden car au même moment, un paquebot de croisières déversait sans vergogne des milliers de touristes à Labadie, dans le nord du pays —, l'espace public se voit infliger une série de mauvais traitements: sali, découpé, vidé, troué, écrabouillé... C'est l'inscription du corps (individuel ou collectif) — et son martyre — qui menace les normes du comportement social.

Le président de cette république de souffrances ne s'y est pas trompé lorsqu'il déclare à la télévision: «*C'est la guerre!*», comparant l'ampleur des dégâts aux destructions subies après une campagne de bombardements. Dans cette perspective, la situation de la nation se rapproche de la métaphore militaire, érotique et poétique de conquête ou de reconquête du terrain perdu ou cédé à l'ennemi... à moins de rêver de n'avoir point d'ennemis, sinon ceux de la patrie.

La magnitude 7,3 du 12 janvier à 16h53 contient à la fois les moyens d'une connaissance et d'une révolte: elle permet de faire une expérience du monde, de le décrypter, mais aussi de le mettre à l'épreuve, parfois à rude épreuve... Devant une violence structurelle mais aussi symbolique, les hommes se réfugient dans des postures de refus sous-tendues par une colère émancipatrice. Ici, la responsabilité personnelle dans tout ce qui arrive, y compris dans les accidents de la nature, s'inscrit en faux vis-à-vis des pouvoirs publics et commande de renverser l'ordre des choses qui régit les rapports de domination.

À Delmas 74, à Jacmel, à Léogâne, les hommes s'organisent, constituent des comités de quartier, dorment, fornicent peut-être et mangent ensemble. De cette manière, les nouvelles formes de solidarité sociale représentent une forme de nuisance, mais aussi de rupture, susceptible d'introduire des contradictions dynamiques, du «*dissensus*» (Jacques Rancière) au sein d'une autorité publique dépossédée temporairement de ses fonctions régaliennes. Devant les caméras (qui tournent), les populations, malgré et à cause de leur détresse, proposent des éléments de réappropriation de l'espace public, une recolonisation de l'espace public. Les tent cities au sein desquelles se jettent les bases d'une gestion collective par les acteurs eux-mêmes sont un mode de façonnement du monde à l'image de leur expérience singulière. Les villes sont désertées. Les campagnes se repeuplent. De nouveaux espaces se créent.

L'esclandre du XXI^e siècle

Du point de vue de la conscience morale, rien n'est plus injuste qu'Hiroshima, plus dévastateur que le 11-Septembre, plus tragique que la Shoah. Vouée à la violence des hommes contre d'autres hommes, aucune concurrence mémorielle n'effacera le prestige du malheur. Car la douleur de chacun est toujours la plus grande.

Mais le séisme haïtien est d'une autre nature. Quand bien même il s'accompagnerait d'un vécu apocalyptique, personne ne songe à l'attribuer à la folie de Dieu. De la faille au jardin de plantains s'échappe un bruit de croûtes terrestres, un heurt de plaques tectoniques s'entrechoquant sous le plus mal famé des ports. Et c'est alors que retentissent les lamentations de tout un peuple en proie à une angoisse de fin du monde.

En moins d'une minute, le scandale moral éclate aux yeux du monde. L'indi-



AGENCE FRANCE-PRESSE

gnité est totale. Et c'est intolérable. Si l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center révéla au Nord la vulnérabilité de l'Empire américain, le désastre haïtien dévoile sur leur flanc sud une vulnérabilité géopolitique plus dangereuse encore pour leur sécurité nationale, et *nolens volens* pour toute la région. C'est pour cela que la présence de l'armée américaine est nécessaire pour rétablir la loi et l'ordre au sein d'un *failed state*, car une exception culturelle sévit aux portes de l'Empire et dont la seule présence remet en question leur hégémonie...

C'est que les Haïtiens entretiennent, avec les Français d'abord et avec les Américains ensuite, de graves divergences historiques qui s'appellent «*Dettes de l'indépendance*» et «*Occupation étrangère*». Les conséquences de l'extorsion par la France à un État naissant de la somme exorbitante de 150 millions de francs-or ont eu pour effet l'appauvrissement de la paysannerie haïtienne. Cette soi-disant dette remboursée par Haïti de 1825 jusqu'en 1972, date à laquelle elle fut finalement apurée, en échange de sa reconnaissance diplomatique par la France, équivaut aujourd'hui en valeurs actualisées à plus de 23 milliards d'euros. Quant à l'Occupation américaine (1915-1934), elle s'est traduite par une mainmise sur la souveraineté politique et économique du pays et par une immigration massive des paysans qui quittèrent le pays pour les champs de canne de Cuba et de la République dominicaine.

À une heure et demie d'avion de la Floride, des hommes et des femmes qui ont rétabli par leur lutte pour l'indépendance en 1804 la grandeur du Nouveau Monde croupissent en plein XXI^e siècle dans une coupable pauvreté. Ce qui leur

vaut 200 000 morts, 250 000 blessés graves, 4000 criminels en fuite et plus d'un million et demi de sans-abri, après avoir gagné, il y a peu, au gros lot de cyclones et de crues.

Or le désastre n'est pas naturel. Il est humain. Il se loge dans la négligence du réel: constructions anarchiques, mépris des normes parasismiques, densité insupportable de la population et avilissement écologique des bassins versants. Ce dédain du réel est ultimement l'expression d'une résistance têtue et d'une énergie incontrôlable qui engendre une activité ininterrompue. Les gens marchent, boivent, achètent, s'écartent, se baissent, pavant, prennent les *tap-taps* en marche: il est impossible de convaincre les

passants, véritables machines humaines, de s'arrêter, de renoncer à leur toute-puissance. Pourtant, il faudra bien procéder à une évacuation des villes sinistrées pour pouvoir les reconstruire.

Au-delà de l'effondrement

L'histoire d'Haïti est censée appartenir à tous. Ne serait-ce que par son art de la réplique. Ou par son esthétique de la liberté. Certes, le traumatisme massif a mis à nu les limites de l'ironie, du marchandage, de l'arrogance dans le rapport toujours délicat de cette culture avec le réel. Moins d'imaginaire, dirais-je avec une demi-joie, encore plus de science, de discipline, de béton armé selon les normes! De l'intensité du tremblement de terre, de sa radicalité, de son caractère éphémère, un sens doit surgir. Le séisme du 12 janvier fonctionne, en somme, comme un opérateur de vérité: il inscrit des gestes de solidarité, des actions, des faits dans l'histoire, en créant de nouvelles archives (Jacques Derrida). L'accumulation de pièces, de documents et de discours, entendue



ALAIN RIVERIN

Joël Des Rosiers

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

ReNSEIGNEMENTS et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390